

Olafur Grimsson réélu président de l'Islande



OLAFUR GRIMSSON réélu président de l'Islande contre sa volonté, pour avoir défendu les intérêts des peuples contre celui des banques



Olafur Grimsson vient d'être réélu président de l'Islande pour un 5ème mandat, ce qui constitue un record. Il a recueilli 52,8 % des voix contre 33,2 % pour sa principale concurrente.

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
En janvier dernier, M. Grimsson, socialiste, avait affirmé qu'il ne se représenterait pas à l'issue de son 4ème mandat de 4 ans.

Il ne le voulait pas car il estimait qu'il fallait laisser la place à d'autres, et qu'à son âge (69 ans), il avait mérité de jouir d'une heureuse retraite.

Mais quelques semaines plus tard, une pétition signée par plus de 30.000 Islandais - soit environ 10% de la population ! - a exigé qu'il revienne sur sa décision et qu'il se déclare finalement candidat. Ce qu'il finit par accepter de faire.

POURQUOI ?

La fonction de président de la République d'Islande est essentiellement honorifique, car le pouvoir exécutif est exercé par le gouvernement. Mais le chef de l'État détient quand même un pouvoir significatif : celui de ne pas promulguer une loi.

Or c'est exactement ce que M. Grimsson a fait, en refusant par deux fois de promulguer une loi qui prévoyait l'indemnisation, par les Islandais, de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas dont les épargnants avaient été lésés par la faillite de la banque en ligne Icesave en 2008.

Bien qu'ancien ministre des Finances (ou "parce que" ancien ministre des finances ?), M. Grimsson a donc su faire prévaloir l'intérêt de ses compatriotes contre les banques. Il a refusé que les contribuables islandais, qui n'étaient pour rien dans toute cette affaire, ne soient appelés pour éponger les dettes d'une banque en faillite.

CONCLUSION : LES BELLES LEÇONS VENUES D'ISLANDE

Dernier pays d'Europe à avoir été peuplé (par les Vikings), l'Islande est un pays qui fut historiquement à la pointe de la démocratie mondiale.

Ce fut en effet le premier pays du monde à instaurer un parlement, dès le Haut Moyen Âge : l'Althing fut fondé en l'an 930, alors qu'en France, le roi des Francs Raoul se battait contre les incursions dévastatrices des envahisseurs normands...

Depuis quelques années, c'est de nouveau d'Islande que nous viennent des leçons de démocratie :

- par des manifestations populaires (qualifiées de "Révolution des casseroles") contre le système financier, les Islandais ont refusé et obtenu de ne pas payer les dettes de leurs banques ;

- suite à ces manifestations, et depuis novembre 2010, les Islandais ont décidé d'écrire une nouvelle Constitution, avec un Conseil constitutionnel élu par les citoyens. Cette nouvelle Constitution, actuellement en discussion, s'est élaborée sur la base d'un apport de tous les citoyens, notamment par Internet, ce qui constitue une première mondiale ;

- aujourd'hui, c'est une information pleine d'espoir et rassurante qui nous vient de Reykjavik : les Islandais viennent de nous prouver que l'on peut encore trouver en 2012, à la surface de la terre, un chef d'État :

a) - qui ose défendre l'intérêt de ses compatriotes contre les appétits de l'oligarchie financière ;

b)- et qui ait encore de la "vertu" au sens romain du terme, puisqu'il voulait quitter de lui-même ce pouvoir, un peu comme Solon avait quitté le pouvoir après avoir installé la démocratie à Athènes quelque 600 ans avant notre ère.

Preuve qu'il ne faut jamais perdre tout espoir.

François ASSELINEAU